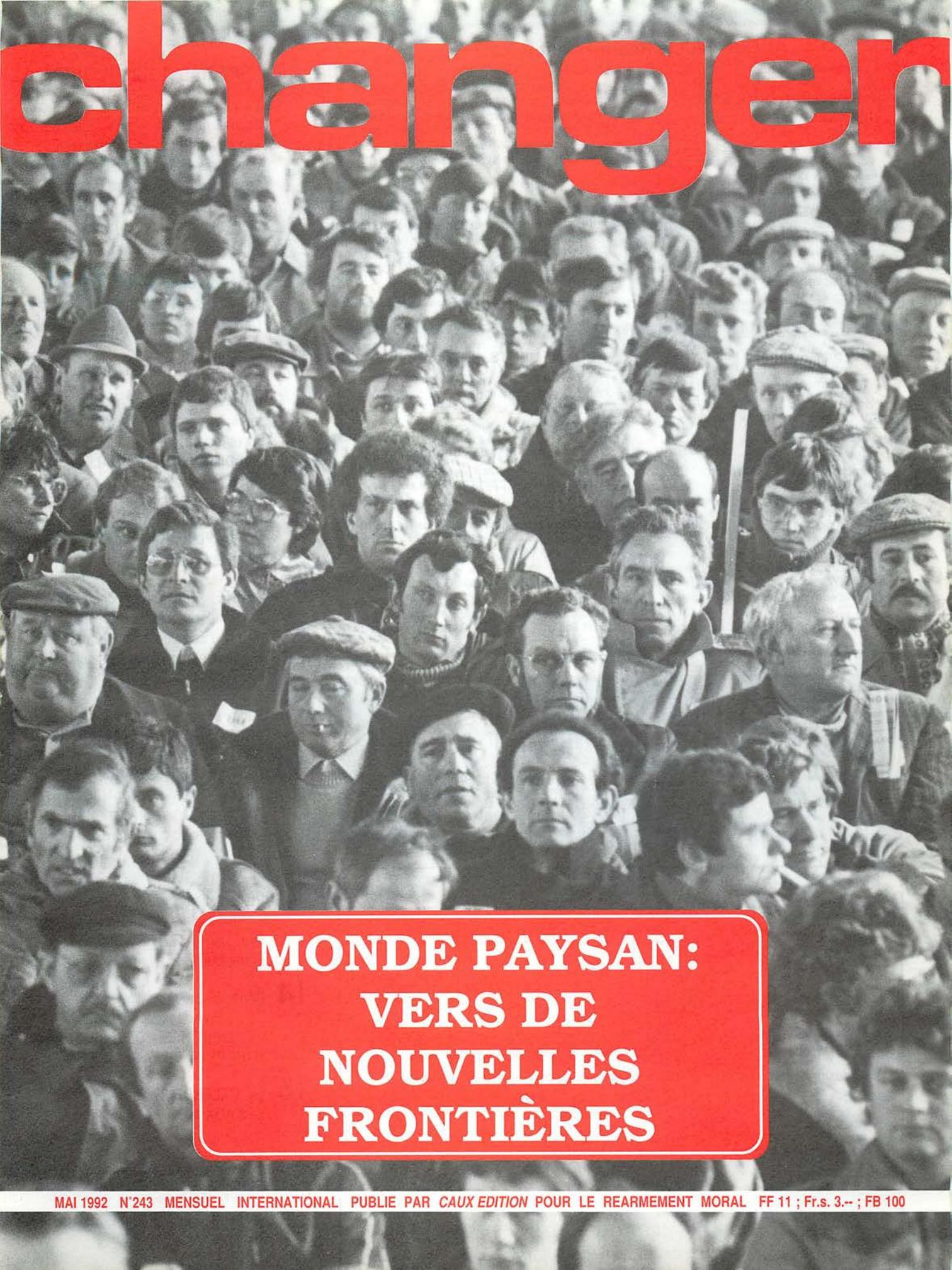


changer



**MONDE PAYSAN:
VERS DE
NOUVELLES
FRONTIÈRES**

Que veut le Réarmement moral?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Telle est la pratique.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçue à l'origine et poursuivie depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, l'action du Réarmement moral se veut ouverte à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

*

Il est possible de soutenir cette action en adressant des dons à l'Association pour le Réarmement moral (68, Bd Flandrin, F - 75116 Paris) ou à la Fondation pour le Réarmement moral (CH - 1824 Caux, Suisse)

CHANGER

Revue publiée par CAUX EDITION pour le Réarmement moral / ISSN: 1017-2874
Commission paritaire de la presse: No 62060

France: 68, Bd Flandrin, 75116 Paris
Tél. (1) 47.27.12.64

Suisse: 1824 CAUX.
Tél. (021) 963.48.21

Responsable de la publication:
Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation: Frédéric et Nathalie Chavanne, Christine Jaulmes, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Piguët, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion:
France: Jacques Jaulmes, Max Lasman.
Suisse: Wanda Paulovits, Yolanda Richard.

Société éditrice: Caux Edition S.A.
1824 Caux (Suisse)

Imprimerie: J.P., 69150 Décines (France)

ABONNEMENTS (annuels 11 numéros)

France: FF 120; Suisse: CHF 30.-; Belgique: FB 800;
Canada: \$ 27.-; Europe: FF 130 ou Fr.s. 33.-.
Autres continents: FF 140 ou Fr.s. 35.-.
Prix spécial étudiants, lycéens: demi-tarif.

Verser le montant de l'abonnement:

France: à "Changer" (68 Bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire ou C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse: à "Changer", C.C.P. 12-755-4, 1824 Caux.

Belgique: au Réarmement moral, Av. de la Charmille 14 b 18, B - 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec mention "abonnement Changer").

Canada: par chèque bancaire au nom de "Changer", C.P. 322 Ville Mt Royal, Montréal, Québec H3P 3C5.

Zone franc d'Afrique: par mandat ou chèque bancaire de 7000 F CFA (avion) à "Changer" (68, Bd Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T, La Source, France.

CHANGER vous intéresse? ABONNEZ-VOUS... FAITES CONNAITRE LA REVUE AUTOUR DE VOUS

Bulletin à renvoyer à l'une des adresses ci-dessus

M./Mme/Mlle Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

désire s'abonner à la revue CHANGER à partir du mois de 19
et s'acquittera du montant de l'abonnement dès réception de votre facture.

désire bénéficier d'une prochaine campagne de promotion de la revue.

désire que les personnes dont la liste est ci-jointe bénéficient d'un envoi promotionnel de la revue.

Ci-joint un chèque de F libellé à CHANGER

Date Signature :

SOMMAIRE

SPECIAL AGRICULTURE

La profession agricole est en pleine mutation: non seulement elle devient de plus en plus technique, mais elle s'internationalise et se complète de nouvelles tâches. D'où les 8 pages que nous consacrons ce mois-ci au monde paysan.

4 La **NOUVELLE FRONTIERE DU MONDE AGRICOLE**, par Charles Danguy.

5 Un entretien avec le président du C.N.J.A.: l'horizon de l'agriculteur d'aujourd'hui ne peut plus se limiter à son exploitation. Son travail, sa réflexion, sa motivation ont pris une **DIMENSION GLOBALE**.

6 Il est britannique, agriculteur et bon européen. Un portrait de **LORD PLUMB**, ancien président du parlement de Strasbourg.

8 **JEUNE ELEVEUR**, Jean-Pierre Emeriau dit ses préoccupations face à l'Europe, à l'avenir et aux problèmes quotidiens de sa profession.

9 Face à ces mutations, quelques **PROPOSITIONS BRITANNIQUES**.

10 Deux **AGRICULTEURS LORRAINS** veulent s'engager vis-à-vis du monde extérieur. Ils le font, et le disent, avec conviction.



13 Présentation du Réarmement moral avec les mots de son fondateur. Une **INTERVIEW FICTIVE** de Frank Buchman.

14 Dans deux mois, le centre de Caux ouvre ses portes pour l'été. La **DESTINEE D'ENVERGURE D'UN PETIT VILLAGE SUISSE**.

16 Le **CALENDRIER** des rencontres de **CAUX 1992**.

PHOTOS: Archives: p.13; Collombert/CNJA: p. 5; D. Channer: p.12; Danguy: pp. 8, 10 et 11; Parlement européen: p. 6; SYGMA/A. Noguès: p.1; F. Vial: p.15.

RAFISTOLAGE OU CONSENSUS

Les résultats des élections en France, en Allemagne et en Italie, traduisant la montée en force de nouveaux partis et l'affaiblissement des formations traditionnelles, ont pour conséquence de rendre plus malaisée que jamais l'établissement de majorités stables.

Deux options sont ouvertes: ou bien les rafistolages opportunistes, ou bien la recomposition du paysage politique avec de

franches alliances de gouvernement, où la recherche de l'intérêt national l'emporte sur les dogmes partisans.

A voir ce qui s'est passé pour l'élection des présidents des régions françaises, on voit, hélas, que c'est souvent la première option qui l'emporte.

Mauvais point pour la démocratie, car les accords de circonstance, quand ils

se multiplient, discréditent aux yeux des citoyens les alliances de bonne foi dont ont besoin nos pays pour qu'ils soient vraiment gouvernés.

Après tout, ce qui se pratique en Suisse depuis de nombreuses années, c'est-à-dire des partis se mettant d'accord sur l'essentiel pour un contrat de gouvernement, de la gauche à la droite, n'est pas un rêve inaccessible.

MERIDIEN

DEVANT MA PORTE

A CAUSE D'UNE BROUETTE

Hélène et son mari habitent un de ces "villages" pour personnes âgées dont la région du Cap, en Afrique du Sud, a le secret: maisonnettes blanches et pimpantes entourées de jardins fleuris qui respirent la paix. Tout comme le visage d'Hélène.

A la directrice de la résidence, elle avait offert d'aider à entretenir les jardins de ceux qui, trop âgés ou handicapés, n'y parviennent plus. Un matin d'automne austral, elle s'apprête à travailler les plate-bandes en vue de plantations futures. A ses deux ouvriers métis, l'un âgé et l'autre plus jeune, elle demande de lui apporter du compost: "Une pleine brouette", précise-t-elle.

Dix à quinze minutes s'écoulent: toujours pas d'ouvriers. Etonnée, Hélène se porte à leur rencontre. Près d'une brouette vide, les deux hommes, avec force gestes, s'invectivent dans ce qu'Hélène qualifie "d'africaner vert". Le plus âgé des deux, formé à l'ancienne école, insiste pour charger le compost à

même la brouette, comme indiqué. L'autre veut absolument le verser d'abord dans un sac en plastique. Pour un peu, ils en viendraient aux mains.

Hélène finit par comprendre: sans sac, tout le compost s'écoulera avant destination par le trou béant qu'elle vient d'apercevoir au fond de la brouette. L'eût-elle su...

Après avoir écouté les deux ouvriers, elle intervient: "Tout est de ma faute. J'ignorais l'état de votre brouette." Dans sa voix, aucune trace de reproche.

Pris de court, les deux hommes la regardent. Abandonnant leurs invectives, ils se mettent au travail sans mot dire.

"Jamais matinée ne fut aussi productrice pour nous trois, conclut Hélène, le regard pétillant de reconnaissance. Dans notre pays, qui est en plein bouleversement, nous devons créer partout l'atmosphère où le changement de cœur est possible."

EVELYNE SEYDOUX

La composition du nouveau **GOVERNEMENT FRANÇAIS** ne semble pas avoir enthousiasmé les foules, mais elle est l'occasion d'une grande première: le ministre de l'Environnement, en effet, devra demander, en juin, un congé... de maternité. Ségolène Royal, militante socialiste, défenseur ardent de l'environnement mais aussi des droits de la famille, attend son quatrième enfant. Le fait, que l'on espère symbolique, mérite d'être souligné.



A Paris, les **SOEURS MISSIONNAIRES DE LA CHARITE** (l'ordre de Mère Teresa) servent 600 repas par jour aux sans-abris et nécessiteux de tous genres de l'îlot Chalon, quartier insalubre en voie de disparition. Après de longues négociations, elles ont obtenu des chemins de fers français de recevoir gratuitement tous les repas inutilisés des TGV arrivant dans la gare de Lyon toute proche, à condition que cette nourriture soit consommée dans les vingt-quatre heures. Elle l'est.



Aux **SEPT PECHES CAPITAUX**, le curé d'Eboli, en Italie, suggère, selon *La Croix* du 28 mars, d'ajouter "les péchés commis jamais confessés", les péchés de tous les jours: les maris querelleurs, les femmes criardes, les cuisiniers qui négligent les principes d'hygiène, les paysans qui utilisent des substances nuisibles à l'homme...

Il précise ainsi son idée: "Il est inutile de s'élever contre le crime organisé (la mafia) ou la corruption politique si l'on ne commence pas par changer son propre comportement."

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DU MONDE AGRICOLE



"UN

Entretien avec

Au commun des mortels, les problèmes liés à l'agriculture, au niveau national ou mondial, apparaissent d'une complexité décourageante. C'est pourquoi la rédaction de "Changer" a voulu consacrer une bonne partie d'un numéro à ces questions. Il est tout de suite apparu évident, cependant, que les agriculteurs eux-mêmes ne s'y retrouvent pas toujours. Nous avons privilégié des témoignages reflétant le vécu plus que les idées. Peu de chiffres ou de statistiques: la presse spécialisée s'y emploie bien.

En rendant visite, récemment, à des cultivateurs français, j'ai été frappé par le sentiment généralisé d'inquiétude qu'éprouvent les exploitants en face de trois sujets d'importance:

- **La réforme de la Politique agricole commune (PAC)** dans la perspective de l'élargissement de l'Europe, de l'ouverture historique des pays d'Europe centrale et de l'Est, enfin des négociations du GATT (Organisme de l'ONU sur les tarifs douaniers et le commerce).

- **L'opposition des concepts de société rurale** - exacerbée par les négociations du GATT - découlant des différences historiques entre les deux rives de l'Atlantique nord. Dans la mosaïque culturelle de ses peuples, l'Europe est jalouse de ses traditions multiples qui font son originalité. Cela s'exprime aussi dans le monde agricole.

- **La situation alimentaire mondiale**, dont les disparités préoccupent les familles rurales. Lord Plumb (voir page 6) estime que tout accord au GATT ne serait qu'un préliminaire pour "s'attaquer à la vraie question, celle des pays les plus démunis." On peut lire dans le dernier rapport du gouvernement suisse sur l'agriculture: "Le rythme de la croissance démographique dans les pays en voie de développement continuera à exiger de fortes augmentations de la production de denrées alimentaires. Il est donc judicieux de maintenir l'activité agricole sur les surfaces utilisables dans tous les pays."

Cette triple anxiété n'est-elle que française? A voir la manifestation de 20.000 agriculteurs de la CEE à

Strasbourg le lundi 6 avril, on comprend bien qu'il n'en est rien. Peut-être que chacun, qu'il soit de la Communauté, d'autres pays d'Europe ou du monde, sent au fond de lui-même que des décisions importantes sont prises pour les dix ou vingt ans à venir sans qu'il puisse se faire réellement entendre. "N'oublions pas, dit encore Lord Plumb, qu'en agriculture, on traite avec le vivant, avec des plantes qui poussent. Et on ne peut les empêcher de pousser."

Pour une majorité d'agriculteurs, les décisions prises par la Communauté Européenne ou par le GATT vont se répercuter directement sur leurs revenus, tout spécialement ceux des produits dits encadrés, comme le lait, la viande et les céréales. Et ils savent bien que l'agriculture, soumise à la loi de la nature, restera toujours fragile.

J'écris tout cela en étant bien conscient que je ne suis pas moi-même agriculteur! Mais, depuis plus de vingt ans, j'ai eu le privilège de cheminer au côté de familles qui mettent tout leur cœur et toute leur réflexion dans cette activité essentielle pour l'humanité. Quel serait donc le rôle de ce vaste réseau mondial d'hommes et de femmes qui doivent faire face dans leur vie quotidienne aux impératifs du marché, s'ajoutant aux contraintes climatiques?

Quand on repense aux débuts de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, l'ancêtre de tous les accords européens, on se rend compte que les représentants des six pays signataires d'alors ont appris, en traitant ensemble les problèmes concrets, à devenir de vrais partenaires, au-delà des règles de la concurrence. Ils ont été un ferment silencieux qui a permis la maturation graduelle de l'idée communautaire. Le monde agricole et rural pourrait devenir le ferment d'une volonté qui transformerait les relations de force entre Etats, communautés ou régions, en des relations de partenariat susceptibles d'assurer la sécurité alimentaire du monde. ♦

CHARLES DANGUY

Comment analysez-vous l'inquiétude actuelle des agriculteurs?

- La profession traverse une crise d'identité. Les avancées européennes lui apparaissent restrictives sinon négatives. Nous, agriculteurs, avons l'impression d'avancer dans le brouillard et de nous trouver face à un mur infranchissable.

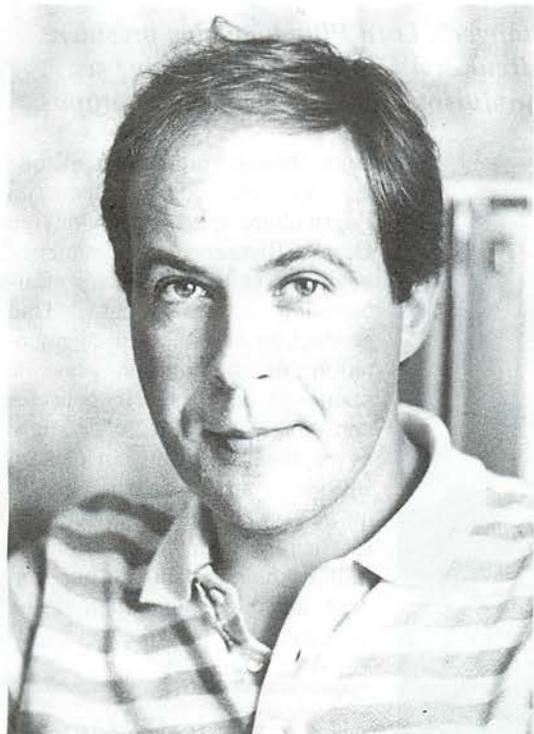
Cette inquiétude est liée à l'internationalisation de l'agriculture. Quels que soient nos efforts pour y faire face (par exemple l'acceptation des quotas laitiers), nous sommes envahis de toutes parts et nous perdons des marchés. Cela nous amène à douter de l'Europe, cette Europe qui, grâce aux accords qui privilégient les échanges intra-communautaires, nous a permis de développer l'agriculture et d'assurer l'autosuffisance alimentaire. Les agriculteurs jugent de façon négative les réformes proposées actuellement à Bruxelles. Ils se sentent trahis, lâchés par les autorités.

Comment en sortir? L'Europe d'après Maastricht doit affirmer son identité, et non se soumettre au diktat des Etats-Unis. Le GATT fait preuve de trop d'américanisme et il refuse à la CEE ce qu'il admet de la part des Etats-Unis.

Nous souhaitons que le débat au sein du GATT soit plus équilibré et traite des vrais problèmes, c'est-à-dire que les questions ne soient pas uniquement abordées sur le plan économique selon les théories du libéralisme à tout crin. Le débat ne doit pas non plus se limiter à la compétition entre la CEE et les Etats-Unis, mais intégrer la situation des pays pauvres où la paysannerie est menacée. Le développement de ces pays passe par la renaissance de la paysannerie. Ils connaissent un terrible exode rural parce que les centres urbains bénéficient des produits alimentaires achetés à bas prix sur le marché mondial. Si ces questions ne

MÉTIER QUI S'INTERNATIONALISE

Philippe Mangin, président des jeunes agriculteurs français (CNJA)



Philippe Mangin

sont pas abordées au sein du GATT, il vaudrait mieux arrêter la discussion.

■ Que peuvent les agriculteurs dans cette situation?

- Privilégier les rencontres entre agriculteurs pour amorcer un débat entre eux et concevoir les politiques agricoles. Les Européens, et les Français en particulier, devraient envoyer des jeunes agriculteurs dans ces pays, le temps de montrer sur place, par la pratique et par le biais de petits projets qui seront comme des points de vulgarisation, ce qu'est le métier d'agriculteur et ce que sont les services et les techniques dont l'agriculture moderne a besoin pour fonctionner. Bien sûr, il faudra aussi amener un appui technique et économique.

Au sein du CNJA, nous réfléchissons avec l'appui des autorités à ce genre d'opération pour la Russie. Nous cherchons une trentaine de jeunes agricul-

teurs prêts à se rendre sur place. Ils pourraient cultiver des petites unités agricoles constituées à partir d'anciens kolkhozes. Ce projet pourrait aussi servir de support au stage obligatoire en exploitation dans le cadre de la formation des jeunes agriculteurs.

En Pologne, la nouvelle "Fondation des jeunes agriculteurs", avec laquelle nous sommes en contact, envisage elle aussi de mettre sur pied une initiative semblable en Russie.

■ Comment voyez vous l'avenir de l'agriculture des pays d'Europe centrale?

- Il faut comprendre que leurs débouchés naturels sont les pays de l'ex-Union soviétique qui ne peuvent malheureusement plus payer. Si nous leur envoyons nos produits, nous allons perturber leur marché, de même que, s'ils nous envoient leurs produits, ils vont perturber le nôtre. La solution? La production d'Europe centrale peut directement être utilisée pour l'aide alimentaire en ex-URSS sans casser nos marchés. C'est d'ailleurs le sens des décisions qui ont été prises maintenant par la CEE et qui sont satisfaisantes. Il faut aider la Russie financièrement pour qu'elle puisse acheter les produits d'Europe centrale. Les agriculteurs polonais sont d'accord avec cette option.

■ Peut-on trouver un équilibre entre le libéralisme économique et le protectionnisme?

- Il y a là un problème essentiel, celui des céréales, qui donne lieu à une guerre commerciale entre les Etats-Unis et la CEE et aboutit à une catastrophe pour l'agriculture des pays pauvres. Car il devient plus facile pour ces pays de se fournir en pro-

duits alimentaires sur le marché mondial à bas prix que de stimuler leur production agricole.

Pour l'avenir, il faudrait permettre à chaque pays de valoriser au mieux les atouts qui sont les siens. L'avenir se trouve dans une organisation régionale des marchés plutôt que dans une organisation internationale. C'est déjà un processus en cours qu'il faut organiser et protéger des facteurs de déstabilisation.

■ Qu'est-ce qui, ces dernières mois, vous a donné le plus d'espoir?

- C'est la prise de conscience par les agriculteurs et par les jeunes en particulier, du nouveau contexte dans lequel nous évoluons. Après le "y'a qu'à" ou le "il faut que" et des propos plutôt démagogiques, les agriculteurs comprennent que le monde change; ils sont courageux, prêts à travailler et à chercher eux-mêmes des débouchés pour leurs produits. Depuis trente-cinq ans, les agriculteurs se contentaient de produire. Ils se rendent compte maintenant qu'ils doivent savoir vendre. Il ne s'agit plus de "produire plus" mais de "produire mieux" pour répondre aux besoins du marché, améliorer la qualité et protéger l'environnement.

L'autre source d'espoir est l'attention bienveillante de la société face à l'agriculture. Les manifestations de l'an passé nous ont montré des Français attentifs et persuadés du besoin d'une agriculture présente sur tout le territoire comme condition à l'équilibre rural. Cela nous montre qu'il nous faut développer une meilleure communication avec la société, notamment avec les courants écologiques et les consommateurs. Nous devons aussi assurer une meilleure identification de nos produits agricoles, qui garantisse aux yeux des consommateurs les normes sanitaires et précise l'origine et les méthodes de production, bien

Fin page 9 >>>



D'UNE FERME ANGLAISE A LA PRESIDENCE DU PARLEMENT EUROPEEN

Les convictions militantes de Lord Plumb

Lors d'un entretien à Strasbourg avec un correspondant de "Changer", Lord Plumb, ancien président du Parlement européen, a évoqué son cheminement d'agriculteur et d'Européen, puis évoqué ses préoccupations sur l'avenir de l'agriculture mondiale. Nous reproduisons ici l'essentiel de ses propos.

Mon intérêt pour une Europe unie remonte aux discours du grand Winston Churchill, qui a dit il y a bien des années: "Nous avons eu assez de guerres. Si nous voulons vivre en paix, il nous faudra travailler ensemble." Bien qu'il n'ait pas utilisé les mots de Marché commun ou de libre circulation des personnes, il a proclamé les idéaux d'une Europe unie. Avec lui, tous les pères de l'Europe ont reconnu à la fois les différences culturelles de nos peuples et les liens culturels qui les rapprochent.

En ce qui me concerne, le déclic a eu lieu lors d'une conférence de jeunes sur l'île de Meinau, au lac de Constance. Plusieurs orateurs nous ont parlé des perspectives européennes. Celui qui, je crois, m'a le plus influencé a été un Hollandais. Plus tard, je l'ai rencontré par hasard au bord de la mer. C'est dans l'eau que nous avons discuté de cette grande vision de l'Europe! J'étais jeune, et cette conversation est restée gravée dans ma mémoire. J'ai alors pressenti, avec l'approche idéaliste qu'était la mienne, que la Grande-Bretagne devrait être partie prenante de cette Europe.

"Personne n'est une île"

Je pense que j'ai réagi comme tout Britannique arrogant de cette époque en me disant: si cette démarche se réalise, la Grande-Bretagne devra être au premier rang. En effet, nous avions été à la tête d'un empire, nous étions au coeur d'un Commonwealth. N'étions-nous donc pas appelés à



Lord Plumb

assurer le leadership dans la Communauté européenne? J'étais très engagé à l'époque dans les mouvements de jeunes, tant agricoles que confessionnels, ainsi que dans la politique locale. En 1959, on m'a demandé de représenter ma région au Conseil de l'Union nationale des agriculteurs (NFU); j'ai été élu. Ce n'était cependant pas facile, car j'étais chef de famille et responsable d'une exploitation. Cet engagement m'a fait découvrir l'intérêt de la politique agricole. Je me suis dit que personne n'est une île et ne peut vivre isolé. Aussi devons-nous étudier le développement des politiques agricoles autour de nous, notamment en Europe.

En 1964, j'ai été élu vice-président de la NFU, et président six ans plus tard. A cette époque, j'ai compris

deux choses: premièrement, que le système de soutien à l'agriculture que nous avons en Grande-Bretagne, le "deficiency payment" et ses garanties, s'affaiblissait graduellement. Une production en constante augmentation ne permettrait plus de maintenir des bas prix pour les consommateurs. Car le "deficiency payment" était en fait plus un subside aux consommateurs qu'un soutien aux agriculteurs. La facture pour le contribuable irait en augmentant, ce qui rendrait difficile le maintien de ce système.

La Grande-Bretagne et la Communauté Européenne

Deuxièmement, il était question de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Cette perspective ne suscitait pas l'unanimité des milieux agricoles. Ces derniers craignaient d'échanger un système garanti qu'ils connaissaient bien contre une politique toute différente qui ne leur semblait pas entièrement acceptable. Malgré tout, j'ai affirmé ma conviction que nous devons adhérer à la Communauté. J'étais alors le seul dirigeant agricole à tenir ce langage. Je me suis effectivement senti très seul et me suis même demandé si je ne devais pas démissionner.

Lors de la réunion du Conseil d'administration de la NFU du 9 juillet 1972, un an avant l'adhésion effective, quelques cultivateurs ont voulu me forcer à demander un vote sur cette question. Je leur ai dit: "Si vous

me forcé à faire cela, je démissionne. Ce qui compte, ce n'est pas la décision de notre Conseil, mais notre jugement sur la façon dont les agriculteurs vont pouvoir s'adapter aux circonstances nouvelles, soit en adhérant à la CEE, soit en restant en dehors. Ce n'est pas à moi à le dire pour eux." Ce fut un moment crucial.

Nous sommes entrés dans la Communauté en 1973. Je puis honnêtement dire qu'entre cette date et le début des années 80, ce fut la meilleure période que l'agriculture britannique ait jamais connue. Les agriculteurs l'ont admis par la suite. Aujourd'hui, quelques-uns critiquent cette période de grande prospérité. Ayant fait de gros investissements, ils ont eu en effet des difficultés à faire face au coût de leurs emprunts.

Voilà les principales étapes de mon cheminement qui ont forgé ma pensée et ma philosophie. Après dix ans à la présidence de la NFU, j'ai démissionné et ai été amené à prendre cette nouvelle orientation vers la politique agricole européenne.

La Politique agricole commune

Pour ce qui concerne la Politique agricole commune, il faut reconnaître que nous n'avons pas su déceler à temps les problèmes majeurs liés à la gestion des surplus et des marchés. L'argent qui a été dépensé pour les soutenir n'a pas apporté aux agriculteurs tous les bénéfices souhaitables. Il n'a pas été utilisé pour favoriser les exploitations ou les affaires familiales ni pour protéger l'environnement. Les cultivateurs en ont souffert. C'est seulement maintenant que nous parlons de réduire ce soutien à l'exportation - politique qui avait désorganisé le marché mondial - et de promouvoir une nouvelle politique de développement rural. Il s'agit en fait, et je l'approuve, de reporter sur les personnes des fonds qui étaient liés à des produits.

En ce qui concerne l'élargissement de la Communauté européenne, elle demandera une plus grande flexibilité. Il n'est pas possible d'avoir une politi-

que unique acceptable par tous si on veut pouvoir aider les régions de la bonne façon.

Regarder vers le reste du monde

Dans ce contexte, nous devons regarder aussi vers le reste du monde. Deux secteurs nous concernent de toute évidence: le premier touche à l'engagement que nous avons pris par la Convention de Lomé auprès des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Or, une tendance s'est fait jour depuis environ deux ans consistant à ignorer l'importance de ces pays et à se concentrer sur l'Europe centrale et orientale. Penchant inévitablement quand on pense à ce qui s'est passé dans ces pays et ce qui s'y passe encore: quelque chose de phénoménal. Notre engagement dans le cadre de Lomé, cependant, doit être maintenu, voire augmenté. On vient d'ailleurs de signer un accord sur les bananes, qui représentent une exportation vitale pour l'Afrique et les Caraïbes.

Le deuxième point touche à la question alimentaire qui, à l'Est comme au Sud, est loin d'être résolue. C'est clairement ressorti des deux conférences que j'ai organisées, l'une en avril 1988 à Bruxelles sur l'alimentation mondiale, l'autre en octobre 1990 à Budapest sur le développement des échanges commerciaux alimentaires en Europe centrale.

Favoriser la formation

Dans les pays du Sud, il faut mobiliser nos efforts pour favoriser la formation en multipliant les ateliers où les jeunes des campagnes peuvent apprendre à produire par eux-mêmes. Malgré la sécheresse, il n'y a aucune raison justifiant une telle pauvreté dans ces pays. Si seulement nous pouvions conjuguer tous nos efforts pour des programmes de développement, d'irrigation ou d'assistance avec des technologies intermédiaires, en évitant les équipements sophistiqués! Mais

tout cela ne doit pas se faire aux dépens de l'aide alimentaire qui reste un élément important.

Nous nous heurtons aussi au problème majeur des échanges entre 180 pays. Les négociations du GATT devraient apporter des solutions. Je ne vois cependant pas de signes d'une conclusion rapide.

Les Américains sont en vive opposition avec la politique agricole de l'Europe. Ils trouvent difficiles d'admettre que leur politique est tout aussi protectionniste que la nôtre. C'est cependant la vérité avec par exemple leur politique de stockage intérieur du blé. Voilà le genre de problème que nous devons résoudre pour pouvoir ensuite nous attaquer à la vraie question, celle des pays les plus démunis. Un échec du GATT ferait souffrir les populations du tiers monde bien davantage que celles des pays développés.

Nous sommes tous protectionnistes

Nous prétendons trop facilement que l'Europe n'est pas protectionniste, mais elle l'est. Nous sommes très loin d'être un espace économique ouvert aux échanges. Ayant dit cela, je ne crois pas qu'existe véritablement un marché libre en agriculture, car nous ne fabriquons pas des boulons. Si on fabrique des boulons, on peut arrêter la production quand le marché est saturé. Avec l'agriculture, on touche au vivant, à des plantes qui grandissent. Et si ça pousse, on ne peut pas l'arrêter. On peut éventuellement réduire la production en utilisant moins de fertilisants. Mais à ce moment-là, les revenus diminuent.

Le Plan Guillaume - du nom de l'ancien ministre français de l'agriculture -, qui propose la création d'une "OPEP des matières premières agricoles" et une sorte de Plan Marshall alimentaire, pourrait intervenir après les négociations du GATT, car il faudra bien, si on parle d'un nouvel ordre mondial, des accords sur une politique alimentaire mondiale qui réponde aux besoins des plus pauvres. ♦

LORD PLUMB



UN JEUNE ÉLEVEUR FRANÇAIS ET SES PRÉOCCUPATIONS QUOTIDIENNES

Jean-Pierre Emériaux, 30 ans, célibataire, exploite avec son frère une ferme de 32 hectares, avec 35 vaches laitières et un atelier d'engraissement de poulets (production label). Il nous parle de son travail à la ferme, de la politique agricole, de son voyage en Pologne en 1990 avec quelques agriculteurs français, de ses souhaits et de ses questions pour l'avenir.

■ Pourquoi avez-vous choisi le métier d'agriculteur ?

- J'ai toujours vécu dans le milieu agricole, j'aime travailler la terre, y faire pousser des cultures, et j'aime soigner les animaux. Et puis, y a-t-il plus noble mission que de nourrir la population ? Enfin, l'agriculteur est indépendant et autonome; c'est très satisfaisant de pouvoir organiser, réaliser et retirer soi-même le bénéfice de son travail.

■ Que trouvez-vous le plus difficile actuellement dans votre profession ?

- Il est malaisé de faire face à la rapidité des changements. Sur le plan

technique, on n'a parfois pas encore réussi à maîtriser une production que déjà il faut l'abandonner. On avance même sans toujours peser les conséquences de nos actes sur la nature.

L'équilibre entre travail et temps libre est aussi difficile. Le travail est prenant et les activités extérieures ou les rencontres avec d'autres jeunes sont souvent écourtées ou inexistantes. Cela peut expliquer pourquoi bon nombre de jeunes agriculteurs ne trouvent pas à se marier. Je parle d'expérience.

La crise actuelle touche le milieu agricole de plein fouet: peu de jeunes veulent s'installer et l'âge moyen des exploitants est de plus en plus élevé. Dans certaines zones, les terres ne retrouvent même plus de repreneurs et sont laissées à l'abandon. Quel sera le sort de l'agriculture ?

■ Vous avez connu notre revue par le Réarmement moral. Dans quelle mesure celui-ci a-t-il influencé votre vie d'agriculteur ?

- Mon contact avec le Réarmement moral m'a ouvert l'esprit sur le monde

et conduit à une grande remise en cause personnelle. Je l'ai connu en 1975 mais c'est surtout en 1987, à la suite d'un séjour au centre de conférences de Caux, en Suisse, que je l'ai découvert. Ce qui m'a intéressé, c'est qu'avec un peu de bonne volonté, les barrières entre les gens pouvaient tomber, et que, avec un peu d'humilité, la haine pouvait être détrônée par l'amour.

La principale résolution que j'avais prise à Caux était de rendre à certains commerçants ce que j'avais pu voler comme gourmandises dans leurs étagères et de leur demander pardon. Je me suis également rendu à la gendarmerie pour rendre certains habits militaires sortis illégalement. Ces démarches n'ont pas été faciles, car je craignais que les gens ne m'en veuillent pour ma malhonnêteté. Au contraire, tous m'ont remercié pour ma démarche, aucun n'a accepté que je rembourse mon dû.

■ Vous avez fait récemment un voyage en Pologne avec d'autres agriculteurs.

- Quand je suis arrivé là-bas, j'ai eu l'impression de voir ce que nos parents nous racontaient de leur enfance. L'accueil et l'hospitalité des familles polonaises m'ont beaucoup ému, ainsi que leur avidité à nous parler et à nous écouter. Ce voyage m'a fait découvrir une autre façon de vivre. Les Polonais sont des gens très croyants et très pauvres; on découvre chez eux des valeurs humaines très fortes. Bien qu'ils soient dans le besoin, ils sont très généreux, et c'est un bon exemple à suivre. Cette ouverture sur un horizon que j'imaginai mal a permis des échanges prolongés avec les voisins et collègues.

■ Que souhaitez-vous pour l'agriculture européenne ?

- J'aimerais qu'il y ait moins de différence entre les agriculteurs des différents pays; qu'il y ait des mesures empêchant le pillage des produits agri-



Jean-Pierre Emériaux avec son père (à gauche) et un voisin.

coles de certains pays, notamment de l'Est et du tiers monde, et l'effondrement des cours des denrées.

Je souhaiterais également que les nouvelles mesures privilégient peut-être moins les grosses exploitations et favorisent le maintien en activité du maximum d'exploitations agricoles. Que soit reconsidéré le métier que nous exerçons pour que cesse l'exode que l'on connaît depuis quelques années.

■ Qu'est-ce qui redonnera espoir aux agriculteurs français?

- Ils ont peur actuellement d'une situation où rien n'est sûr pour le lendemain, alors qu'il faut beaucoup d'investissements pour s'engager dans une production. Pour cela, il faut recréer une certaine stabilité sur le marché.

■ Seriez-vous tenté par une expérience du type "Agriculteurs sans frontières"?

- Ce serait sûrement très enrichissant, autant pour celui qui part que pour le receveur. Pour moi, le problème à résoudre est d'abord celui de

la ferme, qui ne peut se passer durablement de la présence commune de mon frère et de moi. Nous devons actuellement décider comment nous orientons notre activité: devant l'excès de travail, nous pouvons soit réduire l'activité de l'exploitation, soit l'augmenter et donc embaucher. Aucune solution n'est facile ni sans risques, et les questions que nous avons abordées donnent un cadre plus large à la prise de décision. ♦

Propos recueillis par CLAUDE BOURDIN

PROPOSITIONS D'AGRICULTEURS BRITANNIQUES

Inspirés par la démarche de l'AFDI (Agriculteurs Français et Développement International), un certain nombre d'agriculteurs britanniques ont résumé ainsi les objectifs à long terme qu'ils souhaiteraient voir se concrétiser dans la politique agricole mondiale:

- Couvrir par la production nationale un niveau suffisant des besoins alimentaires de chaque pays.

- Assurer en zone rurale un équilibre entre les activités agricoles et les autres emplois.

- Ne pas dissocier l'exploitation agricole (ou forestière) et le souci de l'environnement. Cela implique le maintien de l'activité agricole partout où le sol n'a pas d'autre utilité.

- Viser le développement de l'Europe dans son ensemble, en permettant en particulier à d'autres pays de s'associer à la Politique agricole commune.

- Rechercher activement l'élaboration d'une politique agricole à l'échelle du monde; celle-ci servirait de base à une régulation des échanges internationaux et permettrait une approche globale de l'environnement.

La poursuite de ces objectifs impliquerait probablement:

- **Le démantèlement du système actuel d'aide à l'agriculture (basé sur une politique de stockage).** Des stocks excessifs ont été la

cause d'une pression à la baisse sur le marché mondial et de dépenses ruineuses qui n'ont jamais bénéficié aux producteurs.

- **La conception d'une politique rurale propre à chaque pays** et dotée d'un financement national soutenant l'activité agricole plutôt que les prix des produits.

- **Le refus absolu par la PAC du dumping** (pratique consistant à vendre sur le marché mondial à un prix inférieur au prix de revient). Cela permettrait un meilleur dialogue avec les autres régions sur la régulation des échanges internationaux de produits alimentaires.

- **La création par la PAC d'un budget de recherche** pour développer les productions agricoles à destination non-alimentaire ou industrielle (carburant à l'éthanol, diesel avec le colza, plastiques autodégradables...). Le gel des terres ne peut être qu'un expédient temporaire; il faut bannir tout discours officiel parlant du gel de millions d'hectares.

- **La définition à long terme d'une conception universelle de ce qu'est une "bonne agriculture"**, impliquant un mariage réussi entre la technologie et le souci de l'environnement. La réponse au dilemme entre agriculture intensive et extensive jaillira d'une étude des cas précis plutôt que de l'opposition entre écologistes et non-écologistes. ♦

"UN MÉTIER QUI S'INTERNATIONALISE" (fin)



au-delà de ce que le système "label" a commencé à faire.

■ Qu'est-ce qui vous anime dans votre engagement d'agriculteur et de syndicaliste?

- Quand on prend des responsabilités au sein de la collectivité, on découvre des possibilités d'action qu'on n'imaginait pas tant qu'on reste chez soi, même si l'on n'obtient pas tout ce qu'on souhaite. Le métier d'agriculteur ne peut se limiter à bien gérer sa ferme, sans se soucier de ce qui se passe autour de soi.

Notre profession va vivre une révolution dans les années à venir, sans doute plus importante que ce qui s'est passé dans les années 60. Le virage à prendre sera difficile; il peut être raté, si la profession ne fait pas attention, ou si la collaboration avec les pouvoirs publics ne s'améliore pas. Si nous nous obstinons à poursuivre l'ancienne politique agricole, nous allons au casse-pipe. Si, au contraire, nous faisons face à cette mutation difficile, c'est-à-dire que nous avons tout à reconstruire, que nous sommes confrontés à des mutations globales difficiles dans le monde et qu'il nous faut concevoir les métiers de l'agriculture de façon nouvelle au niveau international, alors je crois que nous allons vers des jours meilleurs. ♦

Propos recueillis par CLAUDE BOURDIN



Pologne, Colombie, Maghreb... L'ENGAGEMENT EXTÉRIEUR DE DEUX MÉNAGES LORRAINS

Gérard et Marie-Antoinette Barbé exploitent, en GAEC ⁽¹⁾ avec leur beau-frère, une ferme située à Trémery, sur la rive droite de la Moselle. En 1979, ils ont dû céder d'excellentes terres de culture pour un projet lié à la réindustrialisation de la Lorraine. Ils ont alors racheté des parcelles sur un coteau proche. Aujourd'hui, ils ont 200 hectares, dont un tiers en pâturages et deux tiers en cultures, avec un troupeau de 35 vaches laitières.

Jean-Marie et Geneviève Bastien ont une exploitation de 145 hectares sur le plateau de la Woëvre, dans le département de la Meuse: quarante vaches allaitantes, 30 hectares de pâturages, le reste en blé et oléagineux. Ils ont deux filles et deux fils.

Les deux ménages ont participé depuis plusieurs années à des échanges internationaux d'agriculteurs avec la Nouvelle Zélande, l'Australie, la Grande-Bretagne et, plus récemment, la Pologne.

Nous rendons compte ci-dessous de ce qu'ils ont dit lors d'une rencontre à Metz en janvier dernier.

M. Bastien voit trois tâches pour les agriculteurs, et avant tout nourrir l'Europe. "Nous avons appris à le faire mieux et moins cher, explique-t-il, si bien que nous avons des surplus." D'où la question qu'il se pose à propos des autres pays: "En élevant un petit mur autour de la CEE., on a fait progresser l'agriculture. Faut-il, ailleurs, également protéger l'agriculture en un premier temps pour qu'elle puisse progresser? C'est ce qu'a fait l'Inde et elle est aujourd'hui exportatrice." Mais cette conception ne s'inscrit pas dans le contexte ultra-libéral que veut imposer le GATT et M. Bastien craint des dérèglements: "Autant nous sommes prêts à accepter les lois du marché, autant le libéralisme forcé, qui n'est qu'une fuite en avant

et ne doit pas être une fin en soi, nous paraît une mauvaise chose."

Car, et cela paraît évident à notre interlocuteur, cette fuite en avant empêche plutôt les agriculteurs de remplir leur deuxième mission: par la formation, aider les pays déficitaires sur le plan alimentaire à devenir auto-suffisants, donc à trouver la sécurité.

Bon vent

"Notre troisième mission, ajoute-t-il, concerne l'environnement.. Tout agriculteur préférera un beau champ de blé à un champ en friche."

Pour Gérard Barbé, nombreux sont les agriculteurs qui croient en leur mission, qui croient que leur métier est un métier à vocation, cherchent des solutions nouvelles, se battent pour réussir. Et de citer Sénèque: "Quand on sait où l'on veut aller, il y a toujours un bon vent qui vous accompagne."

Ce qui n'empêche pas Jean-Marie Bastien, conscient de la fragilité de l'agriculture, de se demander si l'Europe ne va pas être secouée par un cyclone. Il précise qu'en France, les agriculteurs les moins performants disparaissent progressivement. Le

(1) Groupement agricole d'exploitation en commun.



Jean-Marie Bastien a été maire de son village, président du Centre des Jeunes Agriculteurs de son département, puis président de la Chambre d'Agriculture. Mme Bastien (recevant ci-dessus des agriculteurs polonais) s'intéresse plus spécialement, dans cette région boisée, à la sylviculture.

nombre des demandes de pré-retraite, désormais possible à 55 ans, est en constante augmentation (dans la Meuse, 300 départs pour 80 jeunes qui s'installent). En outre, l'amélioration de la qualité a entraîné une augmentation des prix de revient, alors que les prix de vente ont diminué de 2% par an en moyenne.

C'est la raison pour laquelle le monde agricole s'inquiète des propositions du GATT et de la Communauté Européenne. *"Voyez les céréales, s'indigne Bastien: le prix de vente à l'exportation passerait de 150 à 50 francs le quintal. Pour compenser la différence avec le prix mondial, l'agriculteur européen recevrait une prime à l'hectare payée par le contribuable. Il en résultera une redistribution des surfaces, l'agrandissement des exploitations, la course aux meilleures terres. Que feront les autres? On nous dit que nous contribuerons à l'entretien du paysage rural. Est-ce vraiment là l'alternative?"*

De son côté, Gérard Barbé doute de l'opportunité du projet d'aide à l'exploitant, bien qu'il permette entre autres aux petits fermiers du sud de l'Europe de subsister (75% des exploitations, 30% de la production) puisque cela en fixera un plus grand nombre à la terre. Mais n'y a-t-il pas d'autres solutions, s'interroge-t-il. *"Tout n'est pas fichu dans l'agriculture européenne; on voit des jeunes qui se lancent dans des produits nouveaux, se tournent vers le tourisme ou l'arboriculture."*

Une tâche mobilisatrice

Contribuer au développement de l'agriculture dans les pays les plus pauvres est une tâche mobilisatrice qui passionne les deux hommes. Gérard Barbé donne trois exemples:

Par l'intermédiaire de l'AFDI ("Agriculteurs Français et Développement International"), le département de la Moselle poursuit un projet de développement agricole avec des Indiens de Colombie. Un premier voyage sur place, suivi de la visite en France de quelques Indiens, a permis d'évaluer



M. Barbé, qui a bénéficié du rôle formateur de la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne), a milité dans le syndicalisme agricole et est aujourd'hui président d'un organisme pour le développement à la Chambre d'agriculture de Moselle. Ils ont quatre enfants et un de leurs fils (avec son père sur la photo) se prépare à entrer dans l'exploitation familiale.

les besoins. Basé sur un financement volontaire des agriculteurs français, le programme a aussi besoin de subventions, qui ont enfin été obtenues (de la Communauté européenne et du gouvernement français). Deux jeunes agriculteurs meusiens vont passer deux ans sur place.

Un autre programme, baptisé "Mosaïque", permet de donner à des travailleurs immigrés marocains ou tunisiens qu'une prime encourage à rentrer chez eux une formation agricole dans une exploitation de la région. Ils peuvent alors investir leur prime dans une activité rentable. Les stagiaires ont été frappés par la chaleur de l'accueil reçu dans les fermes lorraines et les premiers résultats sont encourageants. Gérard Barbé s'intéresse aussi à un projet de jumelage d'exploitations françaises et tunisiennes.

Amplifier les relations directes entre agriculteurs

Enfin, en collaboration avec le Réarmement moral, des agriculteurs français se sont rendus en 1990 en

Pologne avec des collègues suédois et britanniques. Par la suite, cinq agriculteurs et un ingénieur agronome polonais sont venus en Lorraine et Gérard Barbé est retourné là-bas avec trois collègues. *"Notre intérêt, explique Barbé, est de faire entrer progressivement ces pays dans le club des nations solvables. Il faut pour cela se rencontrer, se connaître, échanger nos expériences. C'est en amplifiant les relations directes entre agriculteurs que l'on progressera. De son côté, le gouvernement polonais a tout intérêt à ce que les gens restent à la campagne, car ils peuvent au moins se nourrir. Pour reconstruire l'économie de ces pays, c'est l'agriculture qu'il faut aider en premier."*

Jean-Marie Bastien, qui a participé à l'un de ces voyages en Pologne, cite un agriculteur rencontré là-bas: *"Avant de venir aider, venez voir ce que pensent les gens."* Et Bastien ajoute: *"C'est ce que nous avons fait: nous sommes allés voir des amis."*

Et Gérard Barbé se félicite que les Chambres d'agriculture aient maintenant une section chargée des relations avec l'Europe centrale. ♦

CHARLES DANGUY

RÉUNION CAMBODGIENNE A PARIS

"Tant de pays du tiers-monde ne sortent pas de leur pauvreté à cause de la corruption de leurs dirigeants. Si les Khmers de la diaspora qui reviennent au Cambodge sont des personnes honnêtes, la reconstruction du pays sera à la fois plus facile et plus rapide." M. Chip Chheng Bean, animateur de l'association cambodgienne GERSEK, soulignait ainsi ce qui l'a amené à organiser avec le Réarmement moral une série de séances de formation morale et civique destinées aux Cambodgiens vivant en France.

Samedi 5 avril, se tenait déjà la sixième de ces rencontres dans la maison du Réarmement moral à Paris autour du thème de "l'engagement". Quel type d'engagement faut-il pour vivre des valeurs morales individuelles, pour faire progresser la paix et la justice, pour instaurer la démocratie? Au-delà des multiples engagements auxquels nous faisons face, y a-t-il un objectif plus grand auquel nous devrions nous consacrer? Peut-on le faire "à temps perdu", comme si Gandhi avait consacré ses week-ends à la libération de son pays?

Après la présentation d'un groupe international de jeunes travaillant pour le Réarmement moral à Genève, un échange spontané et sincère s'en est suivi, certains partageant leurs doutes et leurs questions, d'autres leurs convictions. Ainsi Mme Saumura Sam-Thioulong a souligné combien les valeurs du Réarmement moral - honnêteté, pureté, amour et désintéressement absolus - étaient aussi celles du bouddhisme et avaient une portée universelle. "Pour

moi, je suis entrée dans la "dynamique du silence", a affirmé Mme Ryoth Nao-Cardibat, présidente de l'association Angkorage. Il faut savoir aller au-delà de nos impatiences et de nos échecs en se rappelant que Dieu a un temps qui ne correspond pas au nôtre. Il faut adjoindre la foi à notre engagement car elle le nourrit comme on nourrit une plante."

Responsable d'un journal pour la jeunesse khmère, M. Ou Titya a rappelé pour sa part la décision prise au cours d'une réunion précédente de faire un effort pour mieux comprendre l'ancienne génération et retrouver confiance en elle. "L'ONU ne peut rester indéfiniment au Cambodge, a-t-il dit. Le problème du Cambodge est d'abord le problème des Cambodgiens."

Un de ses compatriotes a également expliqué que sa volonté d'être honnête avait commencé par de petites décisions comme de rendre la monnaie à une caissière qui s'était trompée, afin "d'être prêt face à de plus grandes tentations". Il a ajouté: "Pendant longtemps, j'ai pensé que les valeurs morales ne concernaient que les nations riches car nous avions tant de problèmes que ces idées ne me semblaient pas applicables chez nous. Mais j'y ai repensé au cours de ces deux dernières années et j'ai décidé de commencer par quelques petites décisions."

CHRISTINE JAULMES

RENCONTRES À ASIA PLATEAU

Intense activité, depuis le début de l'année, au centre du Réarmement moral en Inde et dans le reste du pays: du 4 au 14 janvier, une session portant sur la réconciliation réunit 160 par-



Le Dalaï-lama et le sénateur et écrivain Rajmohan Gandhi à la Nouvelle Delhi lors de la journée de réflexion sur la paix et la justice

ticipants de 20 pays. On y est le témoin de réconciliations entre Sri Lankais et Indiens, entre musulmans, hindous et sikhs, mais aussi de changements personnels portant sur la consommation de drogue ou d'alcool.

Certains des participants sont ensuite allés animer des séances de formation dans des entreprises de la région de Delhi (industrie du tabac), de Jamshedpour (sidérurgie) ou de Bombay.

Dans le sud du pays, une équipe du Réarmement moral a animé successivement une conférence à Ooty, un camp de jeunes à Kotagiri et un camp d'enfants à Coimbatore.

Enfin, du 24 au 28 février, s'est tenu à Panchgani un des séminaires pour partenaires de l'industrie qui sont une des activités régulières du centre et qui a réuni 112 délégués (ouvriers, maîtrise et cadres) de 16 entreprises. L'impact de ces sessions se situe le plus souvent au niveau de la vie personnelle et familiale des participants, avec toujours d'étonnantes répercussions sur le fonctionnement des entreprises concernées.

Le programme d'Asia Plateau, d'ici le mois de juin, est chargé: trois séminaires pour partenaires de l'industrie, une rencontre de jeunes, une rencontre de

responsables du Réarmement moral et une session générale.

Enfin, à New Delhi, une journée de réflexion sur la paix et la justice a réuni, autour du Dalaï lama et à l'initiative de Rajmohan Gandhi, des participants du Népal, du Pakistan, du Bangladesh, de Sri Lanka et de Birmanie, tous soucieux de voir un dialogue pur la paix et la réconciliation s'instaurer en Asie du sud.

SÉMINAIRE A TAÏWAN

Trois associations taïwanaises, dont le Réarmement moral, ont organisé récemment un séminaire pour les milieux économiques de l'île qui avait pour titre: "Après le miracle économique". Comme l'a souligné un des intervenants, l'ancien premier ministre Sun Yann Suan, architecte, précisément, du miracle économique taïwanais, les succès remportés ne pourraient perdurer que "si les dirigeants des affaires travaillaient à améliorer la moralité sociale et l'environnement spirituel du pays". Le séminaire était organisé dans le sillage des Tables rondes économiques de Caux.

QU'EST-CE QUE LE RÉARMEMENT MORAL?

"Interview fictive" de son fondateur

Le petit encart de la page deux de notre revue, intitulé "Que veut le Réarmement moral?" ne suffit sans doute pas à satisfaire le lecteur curieux qui désire en savoir plus sur le courant dont "Changer" est le porteur.

Voici une tentative de réponse aux questions que vous vous posez peut-être (surtout si vous êtes un des 6 à 700 destinataires de la promotion en cours) et qui revêt la forme d'une interview fictive de Frank Buchman (1878-1961), le fondateur du Réarmement moral. Son message reste étonnamment actuel: les questions qui suivent sont donc d'aujourd'hui, mais les réponses ont quelques décennies d'âge. A vous de juger.



■ Changer: Pourquoi le nom de Réarmement moral?

- En 1938, la pensée me fut donnée: "Réarmement moral", un mouvement où le moral et le spirituel auront la première place. Le besoin de l'époque est moral et spirituel. Quand les individus changent, un nouveau climat s'établit dans la vie du pays. Quand

les dirigeants changent, leur politique trouve une inspiration nouvelle et le courant de la vie nationale reprend. Quand les hommes d'Etat changent, la peur de la guerre et du chaos se dissipe.

Le redressement spirituel doit précéder le redressement économique. Les solutions politiques ou économiques qui ne traitent pas ces problèmes essentiels sont insuffisantes. La législation des hommes ne peut pas tenir lieu de force de caractère.

Le Réarmement moral suscite les qualités qui permettent à la démocratie de fonctionner. Il est simple, sans parti-pris, sans attache politique ou confessionnelle. Il donne à chaque homme la discipline intérieure qu'il faut et la liberté intérieure qu'il désire.

Il active et coordonne la responsabilité morale et spirituelle des individus à l'égard de leur entourage immédiat.

■ Nos contemporains ont-ils vraiment besoin qu'on leur enseigne la morale?

- De nos jours, les valeurs morales ne sont pas uniquement une question de comportement individuel. Elles conditionnent la survie des nations. Par un changement des hommes, nous devons nettoyer notre vie nationale, notre vie politique et économique, la vie de nos écoles et de nos familles.

Nous en sommes arrivés au point où l'homme doit ou bien résoudre ses problèmes, ou se laisser détruire par eux. L'esprit humain, pour capable et sincère qu'il soit, reste impuissant devant les problèmes créés par les passions [que sont] la haine, la convoitise et la peur. Pour les résoudre, il faut une expérience spirituelle.

■ Vous mettez le changement au coeur de votre discours. Qu'est-ce que cela veut dire? Quelle est votre doctrine?

Il faut être très égoïste ou complètement aveugle pour accepter d'un coeur léger le monde tel qu'il est aujourd'hui. La plupart des gens aimeraient le transformer, mais chacun voudrait le faire à sa façon. C'est là la difficulté. Pour trouver une solution, le meilleur point de départ est de commencer par soi-même. Quand le bon diagnostic s'allie au bon remède, il en résulte un miracle: la nature humaine change et la société change.

Le Réarmement moral offre un dénominateur commun d'action immédiate et constructive pour tous, au-delà des divergences de partis, de races, de classes, de croyances, d'opinions ou d'intérêts personnels. [Il fournit à] l'homme ordinaire l'occasion de refaire le monde.

Il s'agit de retrouver les anciennes vérités fondamentales, animées d'un élan dynamique. Le Réarmement moral rétablit des critères absolus à une époque où l'égoïsme et l'opportunisme sont monnaie courante chez les individus et chez les peuples.

■ Quelles vérités fondamentales?

- Commencez par l'honnêteté. Autrefois, il ne se serait trouvé personne pour défendre la malhonnêteté. Aujourd'hui, le premier escroc qui a réussi fait presque figure de héros.

Ensuite, la pureté. Vous allez dire que c'est une affaire strictement personnelle. Mais qu'est-ce que le monde devient? Des foyers détruits, des enfants instables, la décadence de la culture, un terrain prêt pour la révolution.

Quant au désintéressement et à l'amour d'autrui, on ne prétend même plus être désintéressé, on ne s'attend plus à aimer.

Si chacun aimait assez et si chacun partageait assez, tout le monde n'aurait-il pas assez? Il y a assez dans le monde pour les besoins de tous, mais pas pour les convoitises de chacun.





Quelle est la pratique du Réarmement moral?

- Chacun déclare que le monde a besoin d'un renouveau moral et spirituel. Mais cela reste des mots. Le problème demeure: comment? Parler d'une solution est une chose, la mettre en oeuvre en est une autre.

Or, je constate ceci: quand l'homme écoute, Dieu lui donne des idées. Et quand il choisit d'être guidé par ces idées, il devient un nouveau type d'homme. C'est une expérience qui peut être tentée par n'importe qui, n'importe où, n'importe quand. Nous devrions vivre de telle façon que Dieu puisse nous parler, à toute heure du jour ou de la nuit...

Permettez-moi de donner un exemple personnel: un jour, quand j'étais jeune, je me suis vu pour la première fois de ma vie avec tout mon orgueil, mon égoïsme et mon péché. Mon *moi* était le centre de ma vie; si je voulais changer, il fallait que ce *moi* soit crucifié. Les ressentiments que j'avais contre six hommes me sont apparus comme des stèles funéraires dessées dans mon

coeur. J'ai demandé à Dieu de me changer. Il m'a dit de me réconcilier avec ces hommes. J'ai obéi et écrit six lettres d'excuses. Ce jour-là, Dieu m'a utilisé pour changer un autre homme. J'ai compris que, quand j'obéissais, des miracles se produisaient.

Le Réarmement moral ne s'adresse-t-il qu'aux chrétiens?

- Le Réarmement moral est ouvert à tous et n'exclut personne. Il est une qualité de vie. On ne s'y inscrit pas; on ne peut pas en démissionner: on le vit. L'appel s'adresse à tous, au simple citoyen comme à l'homme d'Etat, pour qu'ils portent ensemble les fardeaux de leur pays.

En somme, le Réarmement moral s'engage pour la paix dans le monde?

- Les problèmes internationaux d'aujourd'hui sont fondamentalement des problèmes personnels. Si l'on veut qu'ils trouvent une solution, il faut que les hommes changent. La paix dans le

monde ne peut jaillir que de la paix dans le coeur des hommes.

Il faut toujours que quelqu'un fasse la paix, car la paix n'est pas une abstraction: elle survient quand des gens deviennent différents.

"Refaire le monde". Cette expression se retrouve souvent dans votre bouche. Quelle en est la signification?

- Les hommes ont souvent cru réaliser l'âge d'or par leurs propres efforts. Mais la sagesse humaine s'est trouvée en défaut et, aujourd'hui, nous sommes à bout de ressources. Notre génération a devant elle trois grandes tâches: maintenir la paix et la rendre permanente. Mettre la richesse et le travail du monde à la portée de tous et à l'abri de toute exploitation et, servir par la paix et la prospérité mais non asservie par elles, construire un monde neuf.

Éléments rassemblés par PHILIPPE LASSERRE

Source: Frank Buchman: Refaire le monde, Editions de Caux, 1968. Disponible à nos adresses.

UN PETIT VILLAGE, UNE DESTINÉE D'ENVERGURE

Caux, un petit village suisse, dominant le lac Léman, regardant vers la ville française d'Evian et les sommets enneigés des Dents du Midi. Un petit village, mais une destinée d'envergure.

1992. Notre continent bascule, vacille; les cartes sont redistribuées; les murs tombent et, tout comme en 1946 à la fin de la guerre, il y a beaucoup à construire et à reconstruire, spirituellement et matériellement. Une fois de plus, notre continent est à refaire. Sa géographie ne peut être changée: les voisins resteront toujours les mêmes voisins, à moins qu'ils n'acceptent de nouveaux massacres ou de nouvelles migrations massives de populations. Mais les relations, elles, peuvent changer, doivent changer: entre ethnies, entre groupes sociaux,

entre immigrants et populations hôtes. Il faut refaire l'Europe pour servir le monde.

Où sont ceux qui vont relever ces défis? Allons-nous, impuissants, rester le jouet des grandes forces de l'histoire?

Le reflet d'un état d'esprit

Le monde entier est toujours présent à Caux, avec les expériences des uns et des autres, leurs besoins et leurs souffrances, leurs espoirs et leurs échecs. Les rencontres de Caux sont autre chose que des conférences. En 1991, à Genève, où j'habite, les Na-

tions Unies à elles seules ont organisé 1791 conférences internationales, en 14.339 séances auxquelles ont participé 101.914 délégués et experts. A Caux, ne se tiennent pas les assises d'un mouvement où se retrouveraient délégués et experts. On y voit plutôt le reflet d'un état d'esprit, pour le croyant que je suis un aperçu de l'Esprit au travail.

Aux sessions de Caux, on ne s'assied pas délégation nationale par délégation nationale derrière des pupitres où sont inscrits les noms des pays représentés. On laisse son étiquette au vestiaire, et on essaie d'y laisser aussi ses préjugés. Il s'agit plutôt d'échanges, de rencontres, que de ces discours formels qu'on associe au terme "conférence". C'est ainsi que l'on peut entendre une jeune



Autrichienne dire sa décision d'assumer le passé hitlérien de son pays et, dans la foulée et à cause de ce qui vient d'être dit, un Russe demander pardon à tous ceux qui ont souffert à cause de son pays.

La rencontre privilégiée, elle se fait avant tout avec soi-même, avec sa propre conscience, dans un silence intérieur fait d'écoute et d'exigence.

Maharajahs et réfugiés

Quelques retours en arrière: en juin 1902, par une radieuse journée d'été, s'ouvre le Caux-Palace. "Le dernier mot du genre", titrent les journaux, car "il n'y avait pas encore en Suisse d'hôtel à la fois aussi vaste et aussi somptueux". Y viennent des maharajahs, des princes, des écrivains comme Kipling et Scott Fitzgerald, un Rockefeller... Mais une guerre mondiale et un crash financier mettent un terme à ces années de succès. Et, durant la deuxième guerre, ces bâtiments grandioses abritent des réfugiés, des apatrides, des prisonniers de guerre alliés qui s'étaient évadés. L'hôtel se dégrade, on envisage sa démolition.

1946. Une nouvelle vocation se dessine pour le petit village et son ancien palace. L'Europe est en ruines. Tout est à reconstruire, les villes, les transports et aussi les esprits et les âmes. Une équipe jeune et dynamique, pour la plupart des Suisses dans la trentaine, se met en marche. Convaincus

des idées du Réarmement moral, mouvement lancé à la veille de la guerre par l'Américain Frank Buchman, ils cherchent un lieu où pourraient se retrouver les ennemis d'hier.

Rencontres d'un autre type

Mais l'immense hôtel n'est pas à louer. Il faut l'acheter! A quelques-uns, par un temps gris et froid, ils parcourent le labyrinthe délabré. Assis au buffet de la gare du village pour se réchauffer, ils se décident alors pour l'achat.

Quelques dizaines d'entre eux cherchent, et trouvent, les fonds nécessaires. D'autres viennent remettre en état les chambres, la cuisine, les serres, les parquets, le parc...

Dans les années suivantes, c'est par centaines et par milliers qu'ils viendront. Très vite des Allemands, les premiers à pouvoir sortir de leur pays, munis de permis spéciaux délivrés par les autorités d'occupation. On s'attaque aux haines. La veuve d'un des Allemands tués à l'issue du complot contre Hitler s'excuse auprès d'une Française, ancienne résistante, de n'avoir pas fait plus, et plus tôt, pour combattre le mal en Allemagne. La Française demande pardon pour sa haine. Plus tard, elle y reçoit Robert Schuman. Adenauer vient aussi, envoie ses enfants, écrit à Buchman et le remercie pour les changements, qu'il constate dans l'ambiance fami-

liale. Des bâtisseurs de l'Europe, dirigeants et citoyens responsables, se rencontrent.

Virus

Trente ans plus tard, j'attrape à Caux le même virus: croire que, dans notre monde, un changement pour le mieux est possible - et que ce changement doit commencer par moi. Si vous êtes sensibles, vous aurez en le visitant l'impression que le lieu est hanté, hanté par les fantômes abandonnés là par les milliers de gens qui, comme moi, ont retrouvé la liberté par rapport à leur passé.

Appelé quelques années plus tard à oeuvrer pour la réconciliation dans un pays africain, je décide en partant de léguer, en cas de... problème, la moitié de mes modestes biens au centre de Caux, en reconnaissance pour la vie nouvelle que j'y ai trouvée. Car je dois à Caux la découverte que Dieu n'est pas un directeur d'école céleste, écrivant éternellement sur mes bulletins: "Pourrait mieux faire, devrait faire plus d'efforts", mais un père qui m'aime tel que je suis tout en me donnant les forces dont j'ai besoin pour être différent.

Nous pouvons tous faire partie de la vaste tapisserie, aussi grande et aussi multicolore que l'humanité, dont l'artiste est la force géniale de la création.

ANDREW STALLYBRASS

ETE 1992:

Le calendrier des rencontres de Caux

LA DEMOCRATIE COMMENCE EN MOI

3 - 13 juillet:

"Des barrières à franchir, des cassures à réparer"

Majorités et minorités / Rôle de l'Europe de demain / Dialogue Est-Ouest.

15 - 21 juillet:

"Les villes et leur avenir: le facteur humain"

Cette rencontre, qui fait suite aux deux précédentes qui ont eu lieu en 1988 et 1990, aura pour thèmes: Recherche d'un meilleur partenariat entre secteur privé et secteur public, entre institutions et monde associatif dans l'approche des besoins globaux de la population urbaine / Participation et intégration des groupes culturels, religieux et ethniques dans une société multiforme / Recherche des signes d'espoir au sein des groupes à risque.

24 - 31 juillet:

"Faire tomber les murs".

Session animée par la jeune génération.

1 - 2 août:

Pas de programme (sauf fête nationale suisse).

3 -9 août:

"Apprendre et enseigner dans un monde en mutation: la dimension morale et spirituelle".

Session destinée en priorité aux enseignants et aux parents, avec comme thèmes: Le développement de la réflexion personnelle, du respect mutuel et de la confiance par-delà les différences / Le lien entre responsabilité et liberté / La découverte d'un projet de vie / La vie familiale, point de départ des relations humaines / A l'écoute de la sagesse et de l'expérience des autres continents - Initiatives dans l'éducation.

11 - 17 août:

"Régions en crise, régions en convalescence: que pouvons-nous apprendre les uns des autres?"

19 - 23 août:

L'homme et l'économie: "Impératifs moraux de l'économie de marché".

Cette session comprendra plusieurs forums liés à la vie de l'entreprise, et également: Le monde de la communication, moteur d'une société libre et responsable / Dialogue sur la sauvegarde de la Création.

24 - 27 août:

Evaluation et conclusions.